

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2012-3301 du 18 décembre 2012, portant modification du décret n° 95-2488 du 18 décembre 1995, relatif à la composition, l'organisation et au mode de fonctionnement de la commission médicale centrale des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et survivants dans le secteur public, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, et notamment le décret-loi n° 2011-48 du 4 juin 2011,

Vu la loi n° 85-78 du 5 août 1985, portant statut général des offices, des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital appartient directement et entièrement à l'Etat ou aux collectivités publiques locales, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007,

Vu la loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 95-103 du 27 novembre 1995,

Vu la loi n° 95-56 du 28 juin 1995, portant régime de réparation des préjudices résultants des accidents de travail et des maladies professionnelles dans le secteur public telle que modifiée par la loi n° 2000-19 du 7 février 2000,

Vu la loi n° 2004-71 du 20 août 2004, portant institution du régime d'assurance maladie et notamment son article 8,

Vu le décret n° 93-1155 du 17 mai 1993, portant code de déontologie médicale,

Vu le décret n° 95-2488 du 18 décembre 1995, relatif à la composition, l'organisation et au mode de fonctionnement de la commission médicale centrale des accidents de travail et des maladies professionnelles,

Vu le décret n° 2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n° 2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie,

Vu le décret n° 2006-1245 du 24 avril 2006, fixant le régime d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels d'administration centrale,

Vu l'arrêté des ministres de la santé publique et des affaires sociales du 10 janvier 1995, fixant la liste des maladies professionnelles, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment l'arrêté du 15 août 2007,

Vu l'arrêté du ministre des affaires sociales du 23 février 1995, fixant la formule de la déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles,

Vu l'avis du ministre des finances, du ministre de la santé et du ministre des affaires sociales,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décète :

Article premier - Est abrogé le quatrième tiret du troisième paragraphe de l'article 2 du décret n° 95-2488 du 18 décembre 1995 susvisé et remplacé par ce qui suit :

Art. 2 – Paragraphe 3 - tiret 4

Un représentant de la caisse nationale de l'assurance maladie.

Art. 2 - Les ministres des finances, de la santé et des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de République Tunisienne.

Tunis, le 18 décembre 2012.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

Décret n° 2012-3302 du 24 décembre 2012 portant nomination du ministre des finances.

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu l'arrêté républicain n° 2011-2 du 24 décembre 2011, portant nomination du chef du gouvernement,

Vu le décret n° 2011- 4796 du 29 décembre 2011, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu la délibération de l'assemblée nationale constitutive du 20 décembre 2012, accordant confiance au ministre des finances.

Décète :

Article premier - Monsieur Elyes Fakhfekh est nommé ministre des finances.

Monsieur Elyes Fakhfekh, ministre des finances, continue à exercer les attributions de tutelle et de gestion du ministère du tourisme.

Art. 2 - Le présent décret prend effet à compter du 20 décembre 2012 et sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 24 décembre 2012.

Le Chef du Gouvernement

Hamadi Jebali

Par décret n° 2012-3303 du 18 décembre 2012.

Monsieur Fares Bessrou, contrôleur général des services publics, est nommé chargé de mission au cabinet du chef du gouvernement.

Par décret n° 2012-3304 du 18 décembre 2012.

Madame Fatma Bouchaa épouse Dhahbi, administrateur conseiller, est chargée des fonctions de sous-directeur d'administration centrale au comité des contrôleurs de l'Etat à la présidence du gouvernement.

Par décret n° 2012-3305 du 18 décembre 2012.

Mademoiselle Hanene Bouaziz, conseiller des services publics, est chargée des fonctions de chef de service d'administration centrale à la présidence du gouvernement.

Par décret n° 2012-3306 du 18 décembre 2012.

Madame Imen Tazarki épouse Ouahy, conseiller des services publics, est chargée des fonctions de chef de service d'administration centrale à la direction générale des réformes et des perspectives administratives à la présidence du gouvernement.

Arrêté du chef du gouvernement du 18 décembre 2012, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur dossiers pour la promotion au grade de technicien appartenant au corps technique commun des administrations publiques aux archives nationales.

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique commun des administrations publiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2009-114 du 21 janvier 2009.

Arrête :

Article premier - Le concours interne sur dossiers pour la promotion au grade de technicien appartenant au corps technique commun des administrations publiques aux archives nationales est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2 - Peuvent participer au concours interne sur dossiers pour la promotion au grade de technicien appartenant au corps technique commun des administrations publiques, les adjoints techniques titulaires dans leur grade et justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures.